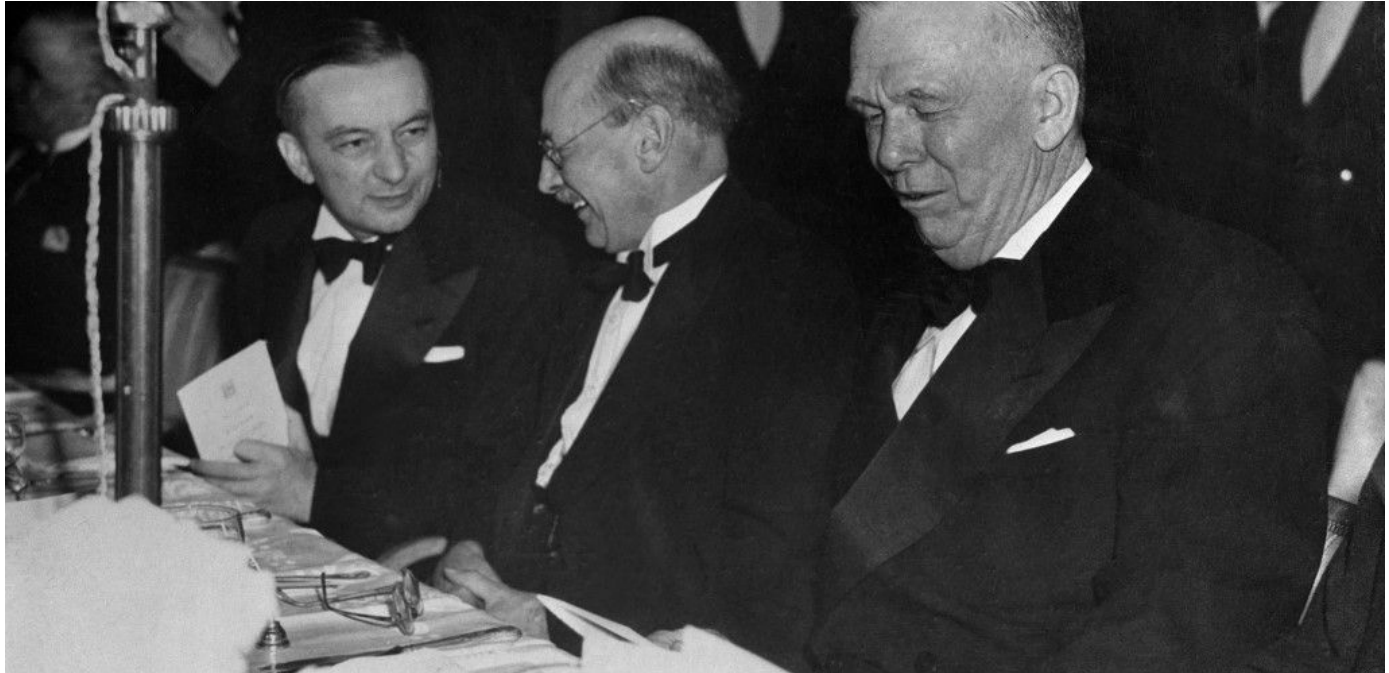






AGORA

ENTRETIENS ET DÉBATS



Le secrétaire d'État George C. Marshall aux côtés du ministre britannique des Affaires étrangères Clement Atlee et du ministre français des Affaires étrangères Georges Bidault lors de la conférence de Londres en décembre 1947.  
AFP

Article abonné

Entretien

## **M** Annie Lacroix-Riz : "Les vraies ambitions américaines derrière le Plan Marshall"

Propos recueillis par Etienne Champion

Publié le 04/12/2023 à 15:06



Dans « Les Origines du plan Marshall : Le mythe de "l'aide" américaine » (Armand Colin), grâce à un gros travail sur des archives, l'historienne Annie Lacroix-Riz remonte aux sources de l'évènement fondateur de l'assujettissement économique des États-Unis sur l'Europe.

**Marianne :** Quelle est la genèse du Plan Marshall ?

**Annie Lacroix-Riz :** Le Plan Marshall, dernière mouture des prêts

américains après la Seconde guerre mondiale, est lancé à la veille d'une crise de reconversion gravissime, alors que la « reconstruction » de l'Europe avance.

Depuis la victoire soviétique de Stalingrad, Washington prépare fébrilement l'après-guerre, et refuse toute discussion sur les « zones d'influence » respectives futures que revendiquent ses « alliés » anglais et russes. Le veto ne frappe pas seulement Staline et ses « buts de guerre » déclarés en juillet 1941 (la fin du « Cordon sanitaire »), mais Churchill : il n'y aura plus qu'une « zone d'influence », américaine, à l'exemple des bases « partout dans le monde » (URSS incluse) exigées par le chef de l'US Air Force en 1942. Et, au second semestre de 1943, s'annonce la surproduction généralisée. Tous les services américains, patronaux et étatiques, s'efforcent de parer au retour de la crise de transition entre guerre et paix de 1920-1921 ou des années 1930.

**A LIRE AUSSI : Éric Dupond-Moretti "soulagé", poursuite de la trêve à Gaza, Mort de Henry Kissinger... Les 3 infos de la nuit**

Or, comment vendre des produits à ceux contre lesquels on a édifié un mur douanier ? L'Europe, Allemagne en tête, a résisté en renforçant son autonomie commerciale : elle a multiplié les accords bilatéraux, et usé du « *clearing* » : système de troc commercial évitant le paiement en or et devises fortes, évinçant la zone dollar d'Europe.

Les milieux économiques britanniques se déchiraient depuis la fin du XIXe siècle sur le libre-échange, funeste à leur industrie, qui ne dominait plus le monde. Ils optent pour la protection à la conférence du Commonwealth à Ottawa de 1932, avec leur « *Préférence impériale* », à droits faibles entre membres du Commonwealth et élevés contre l'extérieur. À défaut d'avoir pu toucher des « réparations » et d'avoir soldé ses énormes dettes de guerre de Première Guerre mondiale, le Royaume-Uni a limité l'étranglement commercial américain, et il assure en 1939 le tiers du commerce mondial.

Les États-Unis ont dans la décennie 1930 accumulé les pertes de marchés,

avec sept ans de déficit commercial : la conférence d'Ottawa est leur catastrophe extérieure la plus sévère du XXe siècle. Il leur faut donc abattre la « zone sterling ». L'historiographie anglophone converge à ce sujet. Malgré les apparences idéologiques, la question russe, ancienne (le conflit a commencé quand la Russie, dans les années 1890, a poussé des antennes en Chine du Nord), est secondaire : la priorité américaine absolue du XXe siècle est britannique.

### **Quel était le véritable objectif des Américains ?**

Régler leurs problèmes économiques récurrents en contraignant le monde entier, par des mesures incontournables, à recourir en permanence aux produits et aux capitaux américains. L'objectif a été fixé après que les États-Unis sont devenus le premier producteur industriel mondial (1890). Le secrétaire d'État Hay l'a énoncé par ses « *notes sur la Porte ouverte* » en Chine de septembre 1899 : les rivaux européens et japonais en Chine n'élèveront aucun obstacle contre les États-Unis, nonobstant leurs « accords » pour se partager la Chine dépecée. Les Américains doivent disposer de matières premières à très bas prix, provenant des empires européens, sans droits de douane ni autres obstacles coloniaux. Ils vendront au monde entier leurs matières premières et produits finis excédentaires. Ils placeront partout, dans des conditions de rentabilité exigeant contrôle de la conjoncture sociopolitique, leurs énormes capitaux excédentaires.

Les deux guerres mondiales, qui les érigent, endettement de l'Entente à l'appui, en grande puissance européenne, étendent leur revendication au monde. Wilson, auteur des fameux « Quatorze Points » de janvier 1918, n'était pas un idéaliste pacifiste, rêvant d'établir la paix mondiale permanente via « *une association générale des nations* » (point 14), et de réduire « *les armements au minimum compatible avec la sécurité intérieure* » (point 4).

Les trois points fondamentaux sont plus clairs : « *liberté des mers* » en temps de paix comme de guerre » (point 2) ; égalité commerciale pour « *toutes les nations* » pacifiques par « *suppression, autant que possible*

*[saut aux Etats-Unis] de toutes les barrières économiques » (point 3) ; « règlement librement débattu de toutes les revendications coloniales », compte tenu des « intérêts des populations en jeu » et des « revendications équitables du gouvernement [...] à définir ». C'est la guerre contre les riches empires, que Washington ne peut pas encore gagner, sous couvert d' « anticolonialisme » libérant les peuples colonisés jamais pratiquée dans la conquête puis la gestion des zones conquises.*

Le programme Roosevelt, ou Charte de l'Atlantique (non négociée), d'août 1941, réclame la même chose plus violemment, Londres étant à genoux. La liberté commerciale absolue, exigée par ses articles 4 et 5, sonne le glas de la Préférence impériale et de la discrimination envers les produits américains. L'article 3 condamne à mort l'Empire anglais : Roosevelt n'évoque plus que la spoliation des peuples. Pour Churchill, symbole de l'Empire britannique par tous ses postes étatiques depuis l'avant-1914, c'est une humiliation spectaculaire. L'Angleterre a déjà dû céder de premières bases coloniales (Caraïbes et Terre-Neuve) en 1940 et scandinaves en 1941 (elle y était puissance hégémonique), avec des baux à 99 ans. Identique au programme Wilson, celui de Roosevelt voit ses chances de succès démultipliées par la vulnérabilité des partenaires européens.

**A LIRE AUSSI : "L'aigle et le Léopard" d'Éric Branca : voyage dans l'Angleterre qui admirait Hitler (et réciproquement)**

Les mesures incontournables suivent, avec le diktat de Bretton Woods de juillet 1944, rédigé par le Trésor de Morgenthau et White dès l'été 1942 : Fonds monétaire international (américain) faisant du dollar la monnaie unique du commerce extérieur mondial et fixant les taux monétaires des États membres (pour interdire les dévaluations concurrentielles) ; Banque internationale pour la reconstruction et le développement incarnant les « prêts liés » aux seuls achats de produits américains ou de « zone dollar » : les deux éléments sont inséparables, les acheteurs de produits américains ne pouvant rembourser les dollars empruntés qu'en empruntant puisque, à l'exception des matières premières (qui leur échapperont bientôt), ils ne vendent presque rien aux

États-Unis, ne gagnant de dollars que par leur modeste commerce « tiers ».

C'est la cause du « dollar gap » de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Les Anglais ont résisté moins d'un an au « Prêt-Bail », entre loi américaine de mars 1941 et signature de février 1942, après avoir dû renoncer à leurs propres exportations dès septembre 1941. La France « gaulliste » suit dès la phase emprunteuse d'Alger (1943).

### **Comment s'est construite l'historiographie qui a donné lieu au « mythe » de l'aide américaine ?**

Elle a bénéficié de deux facteurs essentiels.

D'abord, la censure de fait de l'énorme production « révisionniste » américaine des années 1960-1990, qui écarte les explications idéologiques centrées sur l'URSS et décrit les pratiques de l'impérialisme américain, au sens défini avant 1914. Elle demeure inconnue en France, par non-traduction systématique des travaux accumulés.

En 1984, un historien spécialiste de la Deuxième Guerre mondiale, Yves Durand, en a présenté un panorama dans *Naissance de la guerre froide 1944-1949* (Paris, Messidor, 1984). L'historiographie dominante des relations internationales, pratiquement seule diffusée, a verrouillé l'issue, en ridiculisant ces analyses et en dénonçant l'appartenance de ces historiens à la « Nouvelle gauche » américaine (*New Left*) – argument aussi dépréciateur que celui de « *complotiste* » aujourd'hui.

Ensuite et surtout, l'historiographie française des relations internationales s'est massivement "atlantisée", dans des conditions, particulièrement taboues, exposées dans l'ouvrage. La ligne américaine de conquête des esprits est inséparable de celle des marchés, définie dès 1941 et mise en œuvre par l'*Office of Strategic Services* (prédécesseur de la CIA), peuplé d'étoiles universitaires des sciences sociales (Robin W. Winks, *Cloak & Gown. Scholars in the Secret War, 1939-1961*, 1987). Cette conquête, organisée dans chaque pays de la zone américaine, est stipulée par l'article 5, sur le financement français d'initiatives

américaines d'enseignement, du « Mémoire d'accord » général franco-américain, pièce majeure des accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 américain.

Elle s'est simultanément étendue aux milieux politiques et syndicaux, phénomène désormais ignoré, alors qu'était autrefois notoire ici le rôle majeur, depuis 1945-1946, du corrupteur en chef, Irving Brown, leader de l'American Federation of Labor (AFL) et financier du syndicalisme anticomunisme, en France, dans ses colonies et partout ailleurs.

Cette conquête et le silence y afférant sont décrits par la politiste britannique Frances Stonor Saunders à propos du *Congress for Cultural Freedom* (Congrès pour la liberté de la culture) mis en place en 1949-1950. Les tribulations françaises de ce livre de 1999, *The cultural Cold War : the CIA and the world of art and letters* (1999), illustrent le barrage élevé contre toute contestation de la Doxa : *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, traduit en 2003, par Denoël, épuisé (par miracle, vu le silence de la grande presse), n'a jamais été réimprimé. On ne le trouve qu'à des tarifs de marché noir jusqu'à 800 euros en 2021, au minimum actuel de 250 euros.

### **Qu'étaient les accords Blum Byrnes ?**

Un "millefeuille", largement secret, excluant tout changement d'alinéa, qui conditionne un nouvel emprunt à la banque d'État américaine (Eximbank) de 500 millions de dollars. Son gros morceau, le « Mémoire d'accord » général, règle les dettes de guerre (à l'exclusion de toute dépense de « reconstruction ») et l'achat forcé de « surplus » et de Liberty Ships bons pour la casse, à un coût prohibitif et révisable.

Il est aggravé d'une foule d'annexes confidentielles, et complété notamment par un « Mémoire sur les créances maritimes » (exclusivement françaises), annulées, perte du somptueux paquebot Normandie comprise, et par une « déclaration sur la politique commerciale et diverses questions communes ».

Sont glissés ici deux trésors : « *le droit d'utiliser librement et sans*

*redevance les brevets allemands* » de zone d'occupation française, la réciprocité étant refusée aux Français.

Et « *la réparation égale à celle assurée aux ressortissants français* » des dommages de guerre occasionnés aux Américains par les bombardements américains.

**A LIRE AUSSI : "Avec 'Les origines du Plan Marshall', Annie Lacroix-Riz déconstruit le mythe de l'aide américaine !"**

Les « accords séparés » sur le cinéma, aux clauses publiées, sont souvent confondus avec l'ensemble. Ils prévoient une submersion du cinéma français par l'américain (déjà entièrement amorti par ses ventes intérieures), qui pourra occuper les écrans français jusqu'à 13 semaines sur 13 d'un trimestre, c'est-à-dire 365 jours par an. Le maximum possible concédé au cinéma français est de 4 semaines sur 13, le reste étant réservé à Hollywood, au détriment d'autres importations cinématographiques, escomptées en 1945. Les milieux du cinéma français réclamaient la révision drastique de l'accord décennal calamiteux de mai 1936, sous le cabinet de Léon Blum, assurant déjà la majorité aux films américains...

Enfin, en lien direct avec les tractations franco-américaines entamées depuis l'été 1945, une série de mesures secrètes sont adoptées : franchise fiscale en France pour les ressortissants américains ; accords civils (aéronautiques), secrets jusqu'en 1970 ; accords militaires, toujours classifiés, comportant accès aux bases coloniales françaises ; rapatriement des bénéfiques en violation du contrôle des changes, etc. À l'exception du document général privé de ses annexes rectificatives secrètes, tout a échappé à la ratification parlementaire et à la connaissance du public.

**Qui était les plus atlantistes au sein de la classe politique française ?**

Tous les partis anticomunistes, avec une forte avance initiale de la SFIO, en raison de sa dépendance financière précoce envers les États-Unis (l'entre-deux-guerres). La capitulation initiale sur la question



Onis (entre-deux-guerres). La capitulation initiale sur la question allemande qui en résulte l'a isolée, face au PCF et à la droite d'apparence gaulliste : le MRP de Bidault savait que sa fermeté publique sur le démembrement, la démilitarisation de l'Allemagne, et surtout les « réparations », en charbon et en force de travail (les prisonniers de guerre allemands), ligne officielle de la France très populaire, fondait sa force.

Devenu atlantiste dès 1945-1946, Bidault, ministre des Affaires étrangères de De Gaulle depuis la Libération, déclarait secrètement depuis l'été 1945 aux Américains que tout abandon officiel de cette ligne l'affaiblirait, en dressant le PCF en champion de la souveraineté nationale. L'ère de la Troisième force fait ouvertement basculer dans l'atlantisme le MRP, fort peu gaulliste de fait, qui rattrape à marches forcées son retard sous la houlette de Robert Schuman : le successeur de Bidault en juillet 1948 (qui « avale » les accords tripartites (occidentaux) de Londres, instrument de la reconstruction prioritaire et du réarmement allemands), est maintenu à ce poste sur exigence américaine jusqu'en décembre 1952.

### **Comment résumer la position de De Gaulle face au Plan Marshall ?**

De Gaulle veut maintenir l'Empire, comme toutes les forces politiques non communistes, et déteste l'apolitique allemande des États-Unis identique à celle de l'après-Première Guerre mondiale. Il a refusé la tutelle allemande quand les élites françaises s'en accommodaient fort bien, des années 1930 à l'Occupation. Elles se sont ralliées en masse à la *Pax Americana* entre 1941-1942 et 1944, et, par la force, à de Gaulle, incontournable à l'intérieur. Victime de la vindicte américaine depuis 1940, il supporte aussi mal l'hégémonie américaine que l'allemande. Il tente de limiter les effets des accords de prêt « insignables » qu'il a dû confier dès Alger (1943) à Jean Monnet, créature des États-Unis depuis les années 1920, « un traître » selon lui. Mais il doit laisser les chefs privés de l'économie et leurs délégués étatiques (des Finances au premier chef) balayer toute objection.

De Gaulle adhère, pour des raisons sociopolitiques revendiquées à Alger

De gauche aulière, pour des raisons sociopolitiques revendiquées à l'égard, fin 1943, à l'intégration de la France dans la sphère d'influence américaine : c'est un homme du *statu quo* intérieur. Mais c'est un « souverainiste », isolé : il n'est soutenu, contre Washington, que par les communistes et l'URSS. Impuissant contre la colonisation de la France attendue des tractations financières franco-américaines en cours depuis l'été 1945, résolu à ne pas s'y associer, il démissionne le 20 janvier 1946.

Débat des lecteurs

34 débatteurs en ligne

### Selon vous, l'hégémonie américaine est-elle en train de vaciller ?

Oui

Non

1 001 votes - [Voir le résultat](#)

Pichedru

Non

Il faut d'abord savoir ce que l'on entend par vaciller et par hégémonie. Et puis, hégémonie par rapport à quoi, à qui ? par rapport à la Chine, à la R...[Lire plus](#)

Il invoque les insupportables intrigues des partis, PCF en-tête, il prétend l'empire intact et la question allemande réglée – et envoie un porte-parole à l'ambassade américaine annoncer, deux jours avant, qu'il abandonne la pétaudière pour préparer son retour politique. À l'époque du RPF, il soutient le Plan Marshall supposé écraser le « péril rouge », empêcher l'invasion de l'Armée rouge et contribuer au « relèvement » de la France. Sur la question allemande, il se retrouve de fait en compagnie du PCF contre la Communauté européenne de Défense, en 1950-1954. Il a été le seul dirigeant occidental à dire non à Washington, plus que jamais entre 1958 et 1969 : le politologue Kees Van der Pijl l'a montré en 1984 en décrivant la formation, depuis la proclamation de la Porte ouverte, d'une « *classe dirigeante atlantique* » docile à tout caprice américain. *The Making of an Atlantic Ruling Class* (Londres, Verso, 2012) n'est toujours pas traduit.



Par Etienne Champion

## PLUS D'AGORA

---

La parole est à l'avocate

### Après la relaxe de Dupond-Moretti par la CJR : "des excès et des âneries"

Julia Courvoisier le 04/12/2023



Entretien

### **M** Annie Lacroix-Riz : "Les vraies ambitions américaines derrière le Plan Marshall"

Etienne Champion le 04/12/2023



Entretien

### **M** Jean-Pierre Olivier de Sardan : "La France n'a plus la relation spéciale avec l'Afrique qu'elle imagine"

Alain Léauthier le 04/12/2023



Tribune

### **M** Abel Quentin : "Face à l'antisémitisme, l'islam de France doit prendre la plume"

Abel Quentin le 04/12/2023



L'œil de Marianneke

### **M** Signes convictionnels dans l'administration à Bruxelles : "Inclusion", combien de folies on commet en ton nom !

Nadia Geerts le 04/12/2023



Analyses

analyse

## **Panarabisme, panaméricanisme, panislamisme... Les "pan" ont-ils encore des munitions ?**

Samuel Piquet le 03/12/2023



## **DÉCOUVREZ LE NUMÉRO DE LA SEMAINE**

**Marianne**



LIRE LE MAGAZINE

## LES ARTICLES LES PLUS LUS

- 1. Pays-Bas : avec la victoire de Geert Wilders et le risque d'un Nexit, les "fayots" de l'UE se rebiffent**
- 2. Israël-Palestine : quand l'honorable parlementaire Meyer Habib s'en va t'en guerre sainte**

Débat des lecteurs

34 débatteurs en ligne

**Selon vous, l'hégémonie américaine est-elle en train de vaciller ?**

Oui

Non

1 001 votes - [Voir le résultat](#)



Pichedru

Non

Il faut d'abord savoir ce que l'on entend par vaciller et par hégémonie. Et puis, hégémonie par rapport à quoi, à qui ? par rapport à la Chine, à la R...[Lire plus](#)

“ LE GOÛT DE LA VÉRITÉ N'EMPÊCHE PAS DE PRENDRE PARTI ”

ALBERT CAMUS

POLITIQUE



SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE



MONDE



AGORA



CULTURE



ART DE VIVRE



NEWSLETTERS

PODCASTS

ARCHIVES



LE MAGAZINE



Déposer vos annonces légales  
**Données personnelles et cookies**

Voir nos annonces légales  
Gérer mes cookies

CGU et CGV

Formulaire de rétractation

Postuler à un stage

Flux RSS